

N°49 – 9 décembre 2021.

En bref

Le nouveau rapport publié par la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) prévoit que la valeur des exportations de biens en Amérique latine et dans les Caraïbes augmentera de 25 % cette année, après avoir connu une contraction de 10 % en 2020 en raison de la pandémie de Covid-19. Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation du prix des matières premières, notamment des minéraux, des hydrocarbures et des produits agro-industriels. En comparaison, la CEPAL prévoit que la valeur des importations de marchandises augmente de 32%, avec une croissance de 20% en volume et de 12% en prix.

LE CHIFFRE À RETENIR

25 %.

C'est la nouvelle prévision de croissance des exportations (en valeur) de l'Amérique latine et des Caraïbes en 2021 par rapport à 2020, selon la CEPAL.

BOLIVIE

La balance commerciale devrait être excédentaire en 2021, pour la première fois depuis six ans.

Selon l'Institut de statistiques bolivien (INE), entre janvier et octobre 2021, la réactivation du commerce international a permis à la Bolivie d'enregistrer un excédent commercial de 1,58 Md USD, après un déficit de 159 MUSD en 2020. Les exportations ont atteint 9 Mds USD (+64 % par rapport à 2020), notamment vers l'Inde qui achète principalement de l'or (1,4 Md USD ; +15%), ainsi que le Brésil (1,1 Md USD ; +13 %) et l'Argentine (876 MUSD ; +10 %) qui importent du gaz naturel. S'agissant des importations, celles-ci ont augmenté de 31 % par rapport à 2020, à 7,4 Mds USD, dont 2,4 Mds USD en matériel industriel et 1,2 Md USD en biens d'équipement. Selon l'IBCE (institut d'analyse du commerce extérieur), le secteur non traditionnel gagne du

terrain sur le gaz, dont la production a connu des difficultés, ce qui peut permettre de diversifier les exportations boliviennes. La balance commerciale devrait donc afficher un excédent pour l'année 2021, pour la première fois depuis six ans.

L'inflation cumulée sur 11 mois a atteint 0,74 %, soit le taux le plus bas de la région.

Contrairement au reste de la région et du monde pour qui la hausse des prix est soutenue, la Bolivie a connu un taux d'inflation cumulée de 0,74 % sur les 11 premiers mois et de 0,19% en novembre selon l'INE. Le taux d'inflation sur 12 mois (décembre 2020-novembre 2021) a été de 0,96 %. Ce taux est en hausse par rapport à l'inflation annualisée de 2020 (0,67 %) ; cependant, il est encore loin du taux de 2,6 % prévu par le ministère de l'Économie et la Banque centrale pour 2021. Les produits et services dont le prix a le plus augmenté sur 11 mois en 2021 ont été la pomme de terre (9,7%), les carottes (9,5%), les

téléphones portables (3,7%) et les voyages en taxi (2,75%).

COLOMBIE

A partir du 14 décembre, la Colombie exigera une preuve de vaccination à l'entrée du pays.

A partir du 14 décembre prochain, de nouvelles mesures contre le Covid-19 entreront en vigueur à l'entrée sur le sol colombien. Les conditions d'application différeront selon les caractéristiques des voyageurs. Ainsi, les Colombiens, les étrangers résidant en Colombie ou encore les diplomates et leurs familles qui n'ont pas été vaccinés devront présenter un test PCR négatif effectué dans les 72 heures précédant leur arrivée. D'autre part, les étrangers venus en Colombie pour le tourisme ou les affaires devront présenter la preuve d'un schéma vaccinal complet daté de plus de deux semaines, ou bien devront présenter la preuve d'une première injection en supplément d'un test PCR négatif réalisé 72 heures à l'avance. En revanche, il n'est pour l'instant pas prévu que la Colombie restreigne les vols en provenance de certains pays notamment ceux affectés par le variant Omicron.

La France et la Colombie lancent le « Club Verde » pour œuvrer en faveur de l'environnement.

A l'occasion de la visite en Colombie du Ministre français délégué, chargé du Commerce Extérieur et de l'Attractivité Franck Riester, les deux pays ont renforcé leurs engagements de coopération dans plusieurs domaines tels que l'environnement et le marché du travail, par

l'inauguration du « Club Verde » et la signature d'un protocole d'accord. Le Club Verde prévoit de réunir des entreprises du secteur de la ville durable, de la transition énergétique et des éco-industries afin de soutenir la Colombie dans ses politiques de croissance verte et de promouvoir l'offre des entreprises françaises. Le protocole d'accord, quant à lui, prévoit une coopération renforcée destinée à réduire l'émission de dioxyde de carbone, et a pour objectif d'aider la Colombie à créer un cadre réglementaire pour l'utilisation et la production d'hydrogène à faible teneur en carbone. Du côté colombien, le protocole d'accord a été signé en présence du Ministre de l'Energie et des Mines, Diego Mesa Puyo.

Ecopetrol va investir 5,8 Mds USD pour augmenter sa production.

Le Conseil d'administration d'Ecopetrol a approuvé jeudi 9 décembre le plan d'investissement du groupe pour 2022, qui prévoit 5,8 Mds USD d'investissements pour une croissance rentable de la production. La stratégie a été élaborée avec un prix du pétrole brut Brent de 63 USD par baril, et prévoit un rendement moyen du capital à plus de 8,5 %. Environ 70% des investissements continueront d'être consacrés à des projets en Colombie, tandis que 14 % des investissements seront destinés à des projets aux Etats-Unis, 8 % au Brésil, 5 % au Pérou et 3 % au Chili. Au total, 24 puits d'exploration devraient être créés en 2022 et 1.800 puits de développement devraient être forés entre 2022 et 2024. Les investissements sur le segment de l'exploration et de la production devraient permettre d'atteindre des niveaux de production allant jusqu'à 705.000 barils équivalent pétrole par jour, avec une répartition de 81 % pour le pétrole et 19 % pour le gaz.

ÉQUATEUR

Le secteur minier se dit menacé par l'incertitude juridique.

L'industrie minière équatorienne est menacée par l'incertitude juridique, a déclaré mercredi 8 décembre la représentation du secteur, citant une décision de la plus haute juridiction du pays de retirer les autorisations environnementales pour un projet dans une forêt protégée. En effet, la Cour constitutionnelle a annulé la semaine dernière un permis environnemental pour l'exploration initiale du projet Rio Magdalena dans la forêt de Los Cedros, dans le nord du pays. La Cour a déclaré que le projet, développé par la compagnie minière publique Empresa Nacional Minera et son partenaire canadien Cornerstone, violait les droits des communautés voisines à une consultation préalable et de la forêt à la protection.

L'Équateur s'attend à des décaissements de crédits de plus de 800 MUSD dans les semaines à venir.

L'Équateur s'attend à des décaissements de crédits de plus de 800 MUSD dans les semaines à venir, qui aideront à stabiliser les finances publiques et à soutenir les programmes sociaux, a déclaré le ministre de l'Économie. Ainsi, le ministre a souligné que la Banque Interaméricaine de Développement a approuvé un crédit de 500 MUSD et que cette semaine, la Corporation Andine de Développement (CAF) a approuvé un décaissement de 325 MUSD. Le pays attend par ailleurs toujours un prêt du FMI de 700 MUSD et un autre de la Banque mondiale. Le gouvernement du président Guillermo Lasso est déterminé à mettre de l'ordre dans les

finances publiques et à réduire un déficit budgétaire qui, au début de cette année, a atteint 7 Mds USD mais qui, à la fin de l'année, devrait être de 4 Mds USD.

Le pays fixe l'objectif d'une couverture vaccinale de 85 % d'ici la fin de l'année.

L'Équateur s'est fixé pour objectif de vacciner contre la Covid-19 85 % de sa population cible, c'est-à-dire les personnes âgées de plus de 5 ans, d'ici la fin de 2021. Le pourcentage actuel est de 74,57 %. Par ailleurs, l'Équateur a avancé à mercredi le début de la dose de rappel pour les personnes de plus de 18 ans ayant reçu le traitement complet il y a plus de six mois, précisément en raison de la propagation du variant Omicron, alors que la dose de rappel était jusqu'ici administrée aux personnes vulnérables et aux personnes âgées.

PÉROU

Le Congrès rejette une motion de destitution contre le Président Pedro Castillo.

Trois semaines après l'introduction par une Congressiste d'une motion appelant à la destitution de Pedro Castillo pour « *incapacité morale permanente* », le Congrès a finalement rejeté cette motion le 7 décembre. Il n'y aura donc pas à court terme de procédure de destitution, ni de vote du Congrès à ce sujet. Il s'agissait de la 5^{ème} motion de destitution présidentielle en 4 ans, deux d'entre elles ayant abouti aux destitutions des Présidents Kuczynski en 2018 et Vizcarra en 2020. Les partis de droite Fuerza Popular, Avanza País et Renovación



Popular avaient appuyé en bloc la motion mais n'ont pas réussi à atteindre les 52 voix nécessaires pour la soumettre au débat. De leur côté, plusieurs groupes parlementaires étaient divisés et avaient laissé une liberté de vote à leurs congressistes. Parmi les arguments avancés en faveur d'une destitution, figurent l'enquête en cours contre le parti Peru Libre pour le financement de sa campagne présidentielle, l'instabilité économique ou encore des pressions en vue de la promotion de certains membres des forces armées. Le Président Castillo a pour sa part rencontré divers partis politiques et promis davantage de communication avec la presse et des clarifications au sujet de potentiels cas de trafic d'influence et de corruption pesant sur son administration.

La filiale MMG annonce l'arrêt provisoire de sa mine Las Bambas à Apurímac à partir de mi-décembre.

MMG, filiale de la compagnie publique chinoise China Minmetals Corp, a pris cette décision faute d'accord entre le gouvernement et des communautés paysannes de la province de Chumbivilcas (Cusco), qui bloquent depuis le 19 novembre les routes que l'entreprise emprunte pour son approvisionnement et le transport du minerai. Neuf communautés souhaiteraient fournir des biens et services à MMG et être incluses dans la zone d'influence environnementale de la mine. Elles signalent aussi la poussière soulevée par les camions passant à proximité des communautés et demandent des compensations financières. Du point de vue de MMG, les demandes des communautés sont excessives. Par ailleurs, le Gouvernement Régional d'Apurímac, qui perd 1,5 MUSD en royalties par jour d'arrêt, considère que les communautés de Chumbivilcas, situées à 200 km de Las Bambas, ne peuvent être incluses

dans la zone d'impact direct du projet. La mine Las Bambas fournit 13% du cuivre péruvien (400 000 tonnes/an) et 2% de la production mondiale ; elle est à l'origine de 69% des recettes de MMG et présente des réserves de cuivre évaluées à 6,9 M de tonnes. MMG a acquis la mine en 2014 et a enregistré 400 jours de blocage depuis 2016 en raison de différents conflits sociaux.

VENEZUELA

La production de pétrole atteint 930.000 bpj début décembre.

Avec une production en hausse à 930.000 barils de pétrole par jour sur la première semaine de décembre, PdVSA se rapproche du seuil de 1 M bpj, le niveau prévu pour la fin de l'année 2021 et qui constitue la cible de production fixée début novembre par le gouvernement. La société pétrolière entend profiter de la hausse du cours du baril en augmentant la production de manière temporaire par des moyens non conventionnels, comme le recours à des sociétés locales, l'embauche de salariés avec des contrats de court terme, pour contourner les sanctions américaines qui limitent son accès aux banques. PdVSA restera néanmoins dépendant du condensat iranien dans les mois à venir, et risque de se confronter à certaines limites infrastructurelles si sa production se maintient à ces niveaux sans investissements conséquents.

Le gouvernement prévoit que les ventes de pétrole financeront 61 % du budget de 2022.

Le gouvernement vénézuélien estime que les revenus des exportations de pétrole brut



financeront 61 % du budget national l'an prochain, alors que les sanctions américaines, qui compliquent les ventes de la compagnie pétrolière publique PdVSA, se maintiennent sur les prochains mois à venir. Le document qui dresse les fondements du budget ne précise cependant aucune estimation de la production ni du prix de vente du baril de pétrole. La proposition indique que les revenus pétroliers, estimés à quelque 8,2 Mds USD selon les calculs du gouvernement, couvriront les dépenses de santé et d'éducation, ainsi que les salaires du secteur public. Le budget total s'élève à 13,56 Mds USD. En 2021, les revenus pétroliers ont financé environ 29 % du budget total, soit 1,3 Md USD jusqu'en août. La proposition de budget n'a pas présenté les estimations du gouvernement en matière de croissance économique, d'inflation ou de taux de change pour l'année prochaine.

Les ventes des supermarchés ont augmenté de 12 % en 2021.

L'Association nationale des supermarchés et grandes surfaces a rendu un bilan positif pour l'année 2021, avec une augmentation de la consommation dans ces points de vente de 12% entre janvier et novembre 2021, comparé à l'année 2020 sur la même période. Le nombre de ces points de vente a augmenté de 7 %, mais doit désormais rivaliser avec la naissance des magasins de proximité, qui ont vu le jour en raison de la mobilité limitée par la pandémie de coronavirus et le manque de carburant depuis 2020.

Les graphiques de la semaine

Bilan épidémiologique de la région au 9 décembre 2021.

	Contaminés		Décès		Population ayant reçu une 1ère dose		Population ayant reçu un schéma de vaccination complet	
	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	en % de la population	en nombre	en % de la population
Bolivie	547 892	46 037	19 276	1 620	0,9 M	8%	4,2 M	36%
Equateur	530 126	29 407	33 494	1 858	2,3 M	13%	11,5 M	64%
Colombie	5 086 381	98 458	128 929	2 496	13,3 M	26%	25,5 M	50%
Pérou	2 248 447	66 858	201 490	5 991	3,7 M	11%	19,2 M	58%
Venezuela	436 178	15 402	5 216	184	6,5 M	23%	9,9 M	34%
Am. du sud	39 144 304	n.d.	1 185 152	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2020) :

	POPULATION (M)	PIB réel (Mds USD)	Croissance du PIB		Déficit fiscal	Dette publique (% PIB)	IDH (rang mondial)		Doing Business (rang mondial)	
			2020 e.	2021 p.			2020	Variation sur un an	2020	Variation sur un an
BOLIVIE	11,5	38,7	-8,8	5	-8,5	59,3	107	+7	159	-3
COLOMBIE	50,3	282,2	-6,8	7,6	-9,4	59,3	83	0	67	-2
EQUATEUR	17,3	93,07	-7,8	2,8	-8,9	n.a.	86	-1	129	-6
GUYANA	0,782	6,8	43,5	20,4	-5,6	36,9	122	-1	134	0
PEROU	32,5	188,4	-11	10	-9,4	21,9	79	+3	76	-8
SURINAME	0,581	2,8	-15,9	0,7	-13,9	n.a.	97	+1	162	+3
VENEZUELA	27,9	42*	-30	-5	n.a.	n.a.	113	-20	188	0
ARGENTINE	45,3	382,7	-9,9	7,5	-11,4	n.a.	46	+2	126	-7
BRESIL	211,4	1312,6	-4,1	5,2	-16,7	68,5	84	-5	124	-15
CHILI	19,4	245,4	-5,8	11	-8,7	14,6	43	-1	59	-3
MEXIQUE	128,9	1133,2	-8,3	6,2	-5,8	56,7	74	0	60	-6

Source : données Banque mondiale, FMI (WEO, avril 2021), PNUD, Doing Business.

* dernière source FMI, certains analystes l'estiment à 26 Mds USD.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international